

Projet FIDC recommandé par le panel d'experts

Demande N.	Pays	Demandeur	Domaine d'activités	Type de candidature	Montant recommandé (US\$)	Année de financement
183	Ex-République yougoslave de Macédoine (ARYM)	Institut de journalisme et de relations publiques – Chaire UNESCO sur les médias, le dialogue et la compréhension mutuelle (ONG)	Politiques culturelles	Programme/Projet	74 740	2013

Titre du projet	Évaluation de la contribution économique du secteur audiovisuel dans l'ARYM
Objectif	Ce projet vise à cartographier le secteur audiovisuel de l'ARYM et à répertorier les réussites et les expériences innovantes afin d'élaborer un cadre national général destiné à consolider le secteur audiovisuel.
Bref résumé (§ 16.1)	L'Institut de journalisme et de relations publiques – Chaire UNESCO sur les médias, le dialogue et la compréhension mutuelle est un établissement d'enseignement non lucratif basé à Skopje. Il propose de cartographier le secteur audiovisuel dans l'ARYM au moyen de questionnaires et d'entretiens avec les acteurs concernés, de dresser la liste des bonnes pratiques et des expériences innovantes dans le secteur et d'explorer dans quelle mesure l'industrie audiovisuelle peut contribuer à accélérer le développement local et régional, en organisant des ateliers et des séances d'échanges. L'objectif <i>in fine</i> est de tenir compte des résultats obtenus lors de l'élaboration du prochain Plan stratégique national pour le secteur audiovisuel de l'ARYM pour la période 2013-2014.
Résultats et impact attendus (§ 16.2)	<ul style="list-style-type: none"> • La capacité du secteur audiovisuel de l'ARYM à accélérer le développement local et régional est évaluée – une équipe d'experts procède à la cartographie au moyen de questionnaires et d'entretiens avec les acteurs concernés (y compris les décideurs politiques, les auteurs, les créateurs, les producteurs indépendants, les distributeurs et les experts, entre autres). L'équipe d'experts analyse les bonnes pratiques, les études de cas et les initiatives innovantes dans le secteur. • Un cadre général de développement du secteur audiovisuel dans l'ARYM est élaboré. Un panel d'experts est constitué pour rédiger le « Guide pour un cadre stratégique commun visant à renforcer le secteur audiovisuel de l'ARYM et à développer de nouvelles activités audiovisuelles ». Le panel procède à une consultation publique d'un mois qui donne lieu à la publication du Plan stratégique national, lequel sera présenté officiellement lors d'une conférence et diffusé à grande échelle auprès des acteurs concernés, en macédonien et en anglais, afin de nourrir leur réflexion et leur action.
Adéquation avec les objectifs de la Convention ainsi qu'avec les domaines	<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau de représentants d'organismes publics, de la société civile et d'acteurs culturels impliqués dans le secteur audiovisuel est créé, et le rôle potentiel des industries de la création dans le développement économique et social est mieux présenté – l'Institut de journalisme et de relations publiques organisera une série

d'intervention du FIDC (§16.4)	d'ateliers, de séances d'échanges et de conférences sur mesure pour initier et promouvoir la participation active des principaux acteurs.
Faisabilité, pertinence et efficacité (§16.5)	<ul style="list-style-type: none"> • Contribue à l'adoption de politiques culturelles en faveur du secteur audiovisuel de l'ARYM – l'exercice cartographique et le processus de consultation publique permettent de prendre des mesures efficaces en vue de créer un secteur audiovisuel local dynamique et compétitif. • Favorise la coopération, le partage d'informations et la conclusion de partenariats entre institutions publiques, société civile et secteur privé en faveur du secteur audiovisuel – toutes les activités du projet sont conçues de manière à encourager la participation et l'implication d'un large éventail d'acteurs issus de divers secteurs et coopérant dans leur intérêt mutuel. • Réaffirme l'importance du lien entre culture et développement – l'exercice de cartographie et les activités d'échanges qui contribuent à la formulation du Plan stratégique national révéleront le rôle que peut tenir le secteur audiovisuel dans la création d'emplois ainsi que le renforcement de la confiance et de la cohésion sociale.
Montant recommandé (US\$) (§16.3)	<p>Le secteur audiovisuel de l'ARYM souffre de faiblesses structurelles : sous-capitalisation des entreprises, fragmentation des marchés intérieurs et faible circulation des œuvres audiovisuelles innovantes. C'est pourquoi le pays doit se doter d'une stratégie de développement à long terme qui fasse du secteur audiovisuel un secteur-clé du développement économique et social.</p> <p>Ce projet vise à relever ces défis en travaillant étroitement avec les décideurs politiques, le service de l'audiovisuel public national, les entreprises audiovisuelles privées et les producteurs indépendants, en proposant des activités conformes à la Stratégie pour les industries culturelles adoptée en 2010 par le ministère de la culture. Il atteindra ainsi des résultats durables et à long terme qui témoigneront de son efficacité.</p> <p>De surcroît, les résultats attendus du projet sont mesurables et réalistes, car ils s'appuient sur des activités concrètes. C'est pourquoi le projet est susceptible d'atteindre ses objectifs et de contribuer à l'adoption de règles plus efficaces.</p>
Commentaires des évaluateurs	74 740
Titre du projet	<p>Les évaluateurs soutiennent fortement ce projet en raison de sa faisabilité, de sa clarté, de son impact quantifiable, de son budget réaliste, de sa capacité à contribuer au développement du secteur audiovisuel de l'ARYM et de son approche concrète quant à la formulation du Plan stratégique national visant à prendre des mesures dans ce secteur, ainsi qu'à la cohérence de ses objectifs avec ceux de la Convention de 2005 et du FIDC.</p> <p>En outre, les évaluateurs ont observé que le demandeur possédait des connaissances approfondies dans le domaine des politiques culturelles, particulièrement dans la région des Balkans, qu'il employait un personnel qualifié et qu'il encourageait l'implication des principaux acteurs du secteur audiovisuel et des responsables des politiques publiques, tous éléments qui permettront d'atteindre les objectifs du projet et de changer en profondeur la politique culturelle du pays.</p>